

PLR

Les Libéraux-Radicaux

**Par amour de
la Suisse –
avec courage
et conviction.**

**Programme électoral 2011
du PLR. Les Libéraux-Radicaux**

FDP
Die Liberalen

PLR
I Liberali

PLD
Ils Liberals

Sommaire

Notre Suisse - l'histoire d'une réussite.	3
Les partis des extrêmes menacent la prospérité et la stabilité.	4
2011 – notre pays face à un choix décisif pour son avenir.	5
Les priorités libérales-radicales 2011-2015.	8
› Entreprendre et créer des emplois.	8
› Assainir des assurances sociales au bord du gouffre.	12
› Mettre fin à une bureaucratie absurde.	14

Notre Suisse – l’histoire d’une réussite.

La Suisse est forte, prospère et sûre. Nos concitoyens ont presque tous un emploi, les rentes sont encore payées ponctuellement. Alors que d’autres Etats surendettés sont au bord du gouffre à la suite de la crise économique sans précédent, notre pays dispose d’un budget solide grâce à une politique financière prudente. Nous sommes parmi les meilleurs: faible criminalité et environnement de qualité. Nos infrastructures fonctionnent avec la précision d’une horloge.

Ces acquis ne vont pas de soi. On les doit tant aux générations passées qu’à la volonté actuelle des Suissesses et des Suisses de contribuer au futur de notre pays - que ce soit à leur travail, au sein de la famille, d’associations ou en politique. Notre réussite repose sur des forces et des valeurs éprouvées:

- › **Performance:** grâce à des personnes travailleuses, intelligentes et créatives.
- › **Responsabilité:** en acceptant des engagements - pour soi et pour la communauté.
- › **Courage:** pour améliorer l’acquis et innover.
- › **Stabilité:** pour une économie libérale et la coopération de toutes les forces à la démocratie de concordance.

Ces forces et ces valeurs occupent aujourd’hui une place grandissante. En effet, la Suisse doit faire face à des défis importants:

- › Le monde change: la Suisse ne peut faire du sur place si elle entend poursuivre sa sur la voie du succès en faveur des générations à venir.
- › Les Etats industrialisés subissent la compétition des puissances asiatiques en pleine expansion: une excellente formation et de nouvelles compétences sont toujours plus nécessaires.
- › Sans les accords bilatéraux avec l’UE et de nouveaux accords de libre échange, la Suisse pourrait être isolée.
- › La crise de l’endettement et des devises menace l’Europe et les Etats-Unis. La Suisse, pays exportateur, en subit les effets.
- › Chez nous aussi, les assurances sociales menacent de sombrer sous des montagnes de dettes si des corrections ne sont pas décidées et réalisées à temps.
- › Nous devons préserver notre paysage et nos ressources naturelles, sans étouffer l’économie.

Les partis des extrêmes menacent la prospérité et la stabilité.

La réussite de la Suisse est menacée. Au lieu de tirer judicieusement profit de nos avantages et de nous attaquer aux défis à relever, la politique est de plus en plus prise en otage par les partis des extrêmes.

En déconnexion avec la réalité, le PS veut abandonner l'économie de marché. Celles et ceux qui travaillent et épargnent seraient saignés à blanc. Le PS veut introduire un impôt sur les successions et sur les gains en capitaux, il veut aussi augmenter la TVA. La redistribution selon le modèle socialiste veut nous conduire à subventionner «le salaire sans travail pour tous» ! Le PS veut également supprimer l'armée et mettre ainsi notre sécurité en jeu.

Malheureusement, face à ces attaques en règle de la gauche le clan bourgeois ne se mobilise pas de manière unanime. L'UDC veut isoler notre pays sous une cloche de verre. Elle stigmatise tout ce qui vient de l'étranger et rejette toutes les solutions proposées pour résoudre les problèmes internationaux. Dès qu'elle le peut, elle s'attaque aux accords bilatéraux pourtant voulus par le peuple. Pour notre pays, tourné vers les exportations, ce parti fait preuve d'une myopie et d'irresponsabilité.

La menace est encore plus importante lorsque les partis des extrêmes s'allient. L'UDC préfère contribuer au succès du PS plutôt que de soutenir un consensus bourgeois solide. Ainsi, cette alliance contre-nature des partis des extrêmes crée des blocages. Elle a non seulement empêché la consolidation de l'AVS par des économies annuelles de 500 millions de francs, elle a aussi rendu impossible toute réduction des coûts dans le secteur de la santé. On a ainsi ruiné des années d'efforts en vue de trouver des solutions consensuelles, caractéristique de la politique suisse. Toute réforme de notre armée est délibérément entravée. Dans le cadre de l'affaire UBS, les partis des extrêmes ont joué avec le feu à propos du traité avec les Etats-Unis, et ainsi mis en jeu l'avenir de dizaines de milliers d'emplois en Suisse.

Avec des polémiques ou en suscitant la jalousie, les partis des extrêmes sèment la peur et empoisonnent le climat politique de notre pays. Ils méprisent notre pays au lieu de respecter les personnes qui l'ont conduit à la réussite. Ils se moquent de leurs adversaires politiques et du gouvernement. Certaines branches économiques sont diabolisées, alors qu'elles offrent un emploi à des centaines de milliers de personnes. Des groupes entiers de population sont marginalisés. Affrontement plutôt que concordance – les valeurs de la Suisse sont enterrées.

Sans respect mutuel et sans volonté d'ouverture et de consensus, notre culture unique de concordance ne pourra survivre. Notre système politique - avec ses forces et ses valeurs - est menacé, alors qu'il a contribué au succès de la Suisse. Nous risquons de perdre notre prospérité et notre stabilité

2011 – notre pays face à un choix décisif pour son avenir.

Les élections fédérales représentent un enjeu capital ; en 2011 notre pays fera un choix décisif. La Suisse peut poursuivre sur la voie du succès si elle est capable de maintenir les fondements des forces et des valeurs qui l'ont menée à la réussite. Prospérité et stabilité, sécurité et succès ne vont pas de soi ; les Libéraux-Radicaux se battent pour la défense de ces valeurs.

Le 23 octobre 2011, les électrices et les électeurs pourront décider: Voudront-ils plus de polémique et de jalousie, plus de blocage et de surplace ? Décideront-ils de renforcer les partis des extrêmes et de nuire ainsi à notre pays ? Ou préféreront-ils soutenir le PLR. Les Libéraux-Radicaux, pôle libéral déterminé à faire de la Suisse un pays où toutes et tous collaborent à la recherche de solutions sérieuses, un pays dont les valeurs sont défendues et pour l'amour duquel nous nous engageons contre les shows populistes et la jalousie?

Force libérale, le PLR. Les Libéraux-Radicaux se bat pour une Suisse moderne et sûre. Pour un pays dans lequel l'esprit d'entreprise soit à nouveau valorisé, dans lequel chacun ait un emploi, un pays qui ne laisse pas s'effondrer ses assurances sociales et qui renonce à une bureaucratie étouffante. La Suisse doit rester un pays où il fait bon vivre, où les gens sont prêts à s'engager et à prendre des responsabilités.

L'avenir de la Suisse dépend de la volonté de conduire des réformes sérieuses: la politique des Libéraux-Radicaux assure notre modèle de réussite pour les générations à venir, tout comme nos ancêtres libéraux nous ont légué la prospérité et la stabilité. C'est pourquoi le PLR. Les Libéraux Radicaux veut des solutions sérieuses aux grands défis du futur et aller de l'avant dans l'intérêt de la Suisse.

Le PLR. Les Libéraux-Radicaux y met toute son énergie et s'engage quotidiennement. Tous y travaillent ; plusieurs milliers de conseillers communaux et de présidents de communes, nos parlementaires cantonaux et nos Conseillers d'Etats, nos parlementaires fédéraux et nos deux Conseillers fédéraux. Aucun autre parti n'est aussi profondément ancré dans les cantons et les communes. Notre credo, c'est le système de milice. Notre engagement pour la communauté n'est pas une parole en l'air, mais une conviction. La Suisse est exceptionnelle. Le PLR se bat pour qu'elle le reste.

2011 est une année décisive. Chaque voix compte: les Suissesses et les Suisses ont le choix de renforcer le PLR. Les Libéraux-Radicaux, force constructive - **par amour de la Suisse.**

Par amour de la Suisse – avec courage et conviction.

Que signifie pour nos membres le slogan du PLR ?

«Par amour de la Suisse. Parce que nous, libéraux-radicaux, croyons aux valeurs de liberté et de responsabilité, valeurs portées par les hommes et les femmes qui font la richesse de notre pays. Ces valeurs guident mon engagement de conseillère d'Etat, notamment dans ma volonté de répondre au défi énergétique en combinant développement des énergies renouvelables, économie d'énergie et sécurité de l'approvisionnement.»



Isabelle Rochat
conseillère d'Etat
Genève



«Seit über 150 Jahren prägen wir Liberale die Entwicklung unseres Landes. Diese Erfolgsgeschichte werden wir auch in Zukunft mitgestalten. Wer so treu Verantwortung trägt, der liebt!»

Peter Schilliger
Präsident der FDP.Die Liberalen Luzern
Udligenswil

«La Suisse s'est construite grâce à un équilibre : linguistique, politique et institutionnel. C'est par amour de cette Suisse que je me suis lancée en politique. Les extrêmes sont un frein au dialogue et au consensus. Ma vision de la société n'est pas un affrontement entre deux pôles, mais la construction de projets réalistes, responsables et innovateurs. A travers ses idées, le PLR a toujours défendu une Suisse ouverte, moderne et dynamique. C'est dans cet état d'esprit que j'avais envie de m'investir pour mon pays..»



Marlène Bérard
Présidente du PLR Lausanne
Lausanne Vorstand

«Aus Liebe zur Schweiz beschreibt für mich die Quelle und den Antrieb politischen und liberalen Handelns. Ohne diesen Antrieb wären innovative Lösungen unmöglich.»

Andrea Seiler
Vorstand Jungfreisinnige TG
Basadingen



«A l'image du vigneron-encaveur qui cultive son vignoble séculaire puis élève et commerce des vins de haut niveau, mon devoir est de respecter et faire fructifier notre patrimoine démocratique et économique, en promouvant politiquement des valeurs de liberté, de responsabilité et d'esprit d'entreprise. Elles font le succès socio-économique de la Suisse et de ses habitants.»

Laurent Favre, conseil national, Corcelles

«Der Slogan erinnert daran, wofür wir politisieren: Wir wollen das Beste für die Schweiz und deren Bevölkerung. Für mich bedeutet das eine starke Schweiz mit mehr Freiheit und Eigenverantwortung fürs Volk.»

Linda Brunner
Wahlkampfleiterin Jungfreisinnige Schweiz
Frauenfeld



«Aus Liebe zur Schweiz finde ich ein inhaltlich starkes Motto. Es sagt aus, wofür wir einstehen. Der Slogan entspricht genau meiner Motivation, mich täglich persönlich zu engagieren.»

Martin Gredig
Parteimitglied
Tamins/Poschiavo



«Der Slogan gefällt mir, kurz und prägnant! Die Aussage des Slogans ist meine Motivation, mich politisch zu engagieren.»

Kathrin Hayoz
Vizepräsidentin GGR
Lyss

Les priorités libérales-radicales 2011-2015.

L'engagement du PLR. Les Libéraux-Radicaux repose sur des valeurs libérales traditionnelles: autodétermination, liberté et respect. Nous nous mobilisons pour le libre choix, la responsabilité et la performance pour nous et pour notre pays. Nous nous engageons pour une politique économique libérale, une politique financière et une politique sociale responsables.

Nous voulons une Suisse dans laquelle tout se passe au mieux pour ceux qui s'engagent avec détermination. La solidarité doit intervenir pour ceux qui, indépendamment de leur volonté, ne parviennent pas se prendre en charge. Nous abordons courageusement les thèmes qui exigent des réformes difficiles et de la persuasion : la mondialisation, l'immigration, le vieillissement ou l'environnement.

Nous assumons des responsabilités pour cette Suisse exceptionnelle et continuons de nous battre pour plus d'emplois, pour des assurances sociales saines et moins de bureaucratie - par amour de la Suisse - pour que, dans quatre ans, notre pays et ses habitant(e)s soient mieux lotis qu'aujourd'hui.

Entreprendre et créer des emplois.

Le PLR. Les Libéraux-Radicaux veut offrir des perspectives au plus grand nombre de personnes en Suisse. Cela signifie avant tout du travail. Ce n'est pas la politique qui crée des emplois mais les milliers de PME et de grandes entreprises actives dans notre pays. Il faut donc leur accorder de bonnes conditions cadres, c'est la priorité du PLR.

La crise financière et économique la plus grave des décennies passées a relativement épargné la Suisse. Notre industrie horlogère, nos constructeurs de machines et fabricants de médicaments, comme nos assurances et nos banques figurent en tête sur le plan mondial. Des milliers de PME occupent les deux-tiers des travailleurs. Une étude scientifique de l'Union suisse des Arts et Métiers (USAM) démontre qu'à Berne, le PLR est le parti qui s'engage de la manière la plus claire pour l'économie et l'emploi.

Nos entreprises et leurs collaborateurs seront mis à rude épreuve à l'avenir. Un franc fort et la pression toujours plus grande exercée sur le marché par de nouveaux acteurs comme les pays asiatiques sud-américains exigent des réformes que la gauche torpille en jouant sur la jalousie à l'égard des entrepreneurs et en remettant fondamentalement en cause l'économie de marché. A l'inverse, la politique du PLR favorise la création d'emplois:

Entreprendre, créer des emplois – par amour de la Suisse.

www.plr.ch

Investir aujourd'hui dans la formation pour assurer demain l'emploi des jeunes.

- › **Le savoir constitue notre principale matière première:** nos enfants doivent acquérir ce qui leur sera utile plus tard dans leur vie professionnelle. Les exigences de l'école jusqu'à l'université devront être clairement renforcées, avec des notes à tous les niveaux et la maîtrise de 3 langues à l'issue de l'école obligatoire. Assurer des places dans jardins d'enfants disponibles ou des écoles maternelles dès l'âge de 4 ans est indispensable. Le PLR demande une augmentation des moyens financiers pour la prochaine législature, car la formation est une priorité.
- › **Pas de surqualification:** l'apprentissage professionnel et la formation continue doivent garder leur valeur actuelle. Il faut se garder de la surqualification comme c'est le cas par exemple dans la branche des soins.
- › **Plus d'étudiants en sciences naturelles et en médecine:** la position des universités doit être encouragée par des réformes, de la concurrence et plus d'autonomie. Nous voulons créer plus de places pour les étudiants en sciences naturelles et en médecine.

Le travail doit être récompensé aussi pour les parents qui concilient vie familiale et professionnelle.

- › **Améliorer la conciliation de la vie familiale et professionnelle:** l'augmentation des charges professionnelle et familiale impose, souvent aux femmes de renoncer à leur emploi. Mais les femmes ne renoncent pas à leur emploi uniquement pour se consacrer à leur enfant, mais parce que cela ne vaut plus la peine de travailler en raison d'impôts trop élevés, d'une réduction trop faible pour les primes maladie, ou de tarifs pour les crèches liés au revenu. Les parents doivent pouvoir organiser leur travail et leur vie de famille indépendamment de la fiscalité et du prix des crèches. C'est pourquoi une déduction fiscale de 24'000 francs doit être introduite pour la garde des enfants à l'extérieur.

- › **Réduire la bureaucratie pour les crèches:** pour que nos enfants soient bien gardés, il n'est pas nécessaire d'instaurer des prescriptions coûteuses de construction ou d'exiger du personnel un titre universitaire. Il appartient aux parents de décider si une crèche est digne de confiance ou si une tante, les grands parents ou des amis peuvent s'occuper des enfants. L'Etat n'a pas à exiger de cours ni d'autorisations spécifiques pour les proches ou les personnes choisies par les parents.
- › **Offre d'accueil extrascolaire:** les horaires de travail ne tiennent pas compte des horaires scolaires. Les périodes d'enseignement obligatoire et les offres de garde doivent permettre à nos enfants d'apprendre ou de jouer sans qu'ils soient laissés sans surveillance.

PLR
Les Libéraux-Radicaux

Oui aux bilatérales, non à l'adhésion – par amour de la Suisse.

www.plr.ch

Photo: J. Schürch / Contrasto / Luzphoto

Des employés qualifiés grâce aux accords bilatéraux – non à l'adhésion.

- › **Oui aux accords bilatéraux - non à l'adhésion à l'UE, non à l'isolement:** notre croissance économique est florissante depuis les accords bilatéraux de 2004. Les marchés européens se sont ouverts, le manque d'employés qualifiés s'est réduit. Ces personnes veulent s'intégrer chez nous. La voie bilatérale est la voie du succès; l'UDC la menace avec ses provocations anti UE et le PS remet en question avec sa ritournelle sur l'impasse des accords bilatéraux. Nous voulons renforcer la voie bilatérale et la développer de manière ciblée. Nos entreprises ont besoin d'employés hautement qualifiés.
- › **Accepter les spécialistes des Etats-tiers de manière ciblée:** malgré les bilatérales, le problème du manque de spécialistes demeure. Les spécialistes des Etats-tiers doivent être acceptés lorsque la demande perdure, malgré l'intensification de la formation des Suisses. Les meilleurs étudiants étrangers formés en Suisse doivent recevoir un permis de travail de manière à faire bénéficier notre pays de leurs compétences et des impôts qu'ils paieront. Le PLR entend réduire l'immigration de personnes non-qualifiées d'Etats-tiers – notamment en lien avec le regroupement familial.

Plus d'ouverture économique, plus d'emplois.

- › **Ouverture sur les marchés du futur:** 80% de la croissance économique mondiale proviendra d'Asie et d'Amérique latine en 2015. Ces marchés sont une chance pour un pays exportateur comme la Suisse. Nous sommes le seul pays européen à avoir un excédent d'exportations avec la Chine. Il faut ouvrir ces marchés à nos entreprises grâce aux instruments de l'OMC ou par des accords de libre-échange. La tendance protectionniste en augmentation aux Etats-Unis et au sein de l'UE doit nous pousser à conclure rapidement des accords de libre-échange avec de nouveaux acteurs économiques.

Innovation: Utiliser le potentiel des nouvelles technologies.

- › **Recourir aux technologies de l'environnement est une chance:** notre société est jusqu'à aujourd'hui venue à bout de tous ses problèmes grâce au progrès technologique, sans interdiction et sans mesure bureaucratique. Il en va de même pour la question environnementale. Les progrès technologiques en matière de véhicules électriques, les nouveaux matériaux d'isolation des bâtiments et un rendement accru des énergies renouvelables offrent de nouveaux marchés à la Suisse. Ils réduisent aussi la dépendance de l'économie suisse face à l'insécurité des ressources énergétiques et à la volatilité des prix.
- › **Augmenter l'innovation:** octroyer plus de moyens à la commission pour la technologie et l'innovation (CTI) et au Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS).

Développer les infrastructures de manière ciblée.

- › **La mobilité fait partie intégrante de la liberté:** la saturation des réseaux ferroviaires et les bouchons sur les routes engendrent de la pollution et coûtent de l'argent et du temps à la population et aux entreprises. Mais limiter la mobilité est une mauvaise réponse. Un réseau de transports dense et qui fonctionne comme une montre suisse constitue un avantage comparatif important. Adapter notre réseau aux besoins de la société est donc une tâche centrale de l'Etat.
- › **Empêcher la pénurie d'énergie:** la population et l'économie auront besoin d'énergie à des prix abordables, occasionnant de faibles émissions de CO2 et, autant que possible, produite en Suisse. La sécurité de l'approvisionnement et la demande croissante en électricité constituent les plus grands défis de demain. La consommation doit être réduite par l'assainissement des bâtiments, les énergies renouvelables doivent être promues, l'électricité hydraulique développée et les centrales nucléaires doivent être remplacées.

Créer de nouveaux emplois grâce à la flexibilité du marché du travail.

- › **Non aux salaires minimaux, non au durcissement des lois sur le licenciement revendiqués par les syndicats:** les entreprises en croissance créent rapidement des emplois. Pour le bien des jeunes d'ailleurs qui ne peuvent se satisfaire de stages à répétition. Avec un chômage de 3,8% la Suisse connaît quasi le plein emploi. Les salaires suisses sont les plus élevés d'Europe. La grève est quasiment inexistante. Cela doit durer: il faut donc repousser avec fermeté les salaires minimaux et le durcissement des lois sur le licenciement.

Assainir des assurances sociales au bord du gouffre.

Peu de pays garantissent comme la Suisse, grâce à ses assurances sociales, une telle sécurité à ses retraités, ses handicapés et ses chômeurs. Les promesses intenables et non finançables ainsi que les dettes accumulées démontrent la difficulté que traverse la majorité des Etats qui sont littéralement au bord du gouffre. Même en Allemagne les dettes cumulées à l'endettement des rentes promises s'élèvent à 250% de du PIB.

La Suisse connaît une situation plus favorable, certes. Mais nous avons aussi commis de grossières erreurs: 15 milliards de dettes pour l'AI, 8 milliards pour l'AC, avec augmentation des cotisations et réduction des prestations à la clé, voilà le résultat de ces erreurs. Si rien n'est fait, c'est l'AVS, qui va se trouver en déficit dans quelques années. Et la croissance importante des dépenses sociales prive la Confédération de moyens financiers à investir pour l'avenir pour les transports, la sécurité et la formation. Sans réforme, 2 francs sur 3 provenant des impôts seront affectés aux assurances sociales fédérales en 2025.

Il faut tirer la sonnette d'alarme et mettre fin à la menace qui pèse sur nos assurances sociales. L'AI est un bon exemple: en 2008, un Conseiller fédéral PLR a repris le DFI et a convaincu les citoyens d'accepter une première réforme de l'AI. Le nombre de nouveaux bénéficiaires de

PLR
Les Libéraux-Radicaux

Des assurances sociales durables – par amour de la Suisse.

www.plr.ch

rentes a, depuis lors, été réduit de moitié. La preuve est faite que le principe de base de l'AI, „le travail plutôt que la rente“ fonctionne. Des mesures strictes prises aujourd'hui empêcheront la détérioration des prestations demain - **par amour de la Suisse.**

Sauver l'AVS de la ruine.

- › **Déterminer l'âge de sa retraite:** en 2010, l'UDC et le PS ont fait sombrer la 11e révision de l'AVS avec 500 millions d'économies à la clef. Une réforme fondamentale s'impose donc. Chacun doit pouvoir déterminer l'âge de sa retraite et le montant de sa rente de manière flexible. Travailler plus longtemps doit valoir la peine. Le sabordage de la 11e révision de l'AVS montre cependant que la grande réforme voulue ne sera pas une partie aisée. Le PLR demande une harmonisation rapide à 65 ans de l'âge de la retraite pour les hommes et les femmes et un frein aux dépenses de l'AVS.

Assainir nos caisses de pension sur le long terme.

- › **La prévoyance professionnelle de chaque employé doit être protégée contre toute velléité de redistribution fantaisiste:** Le 2e pilier accumule 600 milliards de francs épargnés par les travailleurs et les employeurs. Mais cet argent est en péril ; la gauche veut l'utiliser pour combler le trou de l'AVS. Chaque année, ce sont 600 millions des provisions qui permettent de rattraper le manque de couverture des rentes. Le PLR veut y mettre fin. En lieu et place, nous demandons la transparence sur les rendements et sur les coûts administratifs, une concurrence renforcée et plus de liberté de choix dans le système du 2e pilier. Les taux de conversion et d'intérêt minimaux doivent être alignés sur l'espérance de vie et sur les taux d'intérêts en vigueur, mais pas sur de simples promesses politiques. Les cotisations croissantes en fonction de l'âge doivent être corrigées, car elles pénalisent les travailleurs âgés dans leur recherche d'emploi.

Encourager fiscalement l'épargne individuelle.

- › **Encourager l'épargne pour la retraite:** le 3e pilier doit être développé et la déduction fiscale portée à 12'000 francs (6'000 francs actuellement)..

Le travail plutôt que la rente.

- › **La 6e révision de l'AI est urgente:** le déficit structurel résiduel d'environ. 1 milliard de francs doit être réduit en économisant sur les dépenses, car dès 2018 la hausse provisoire de la TVA arrivera à terme. Une 6e révision de l'AI est donc urgente. Il faut renoncer à octroyer des rentes AI notamment pour le paquet de prestation comprenant les troubles psychogènes et ceux liés au milieu de vie et de travail (en croissance de + 900% depuis 1986!) pour les remplacer par des aides à l'intégration et à la santé. Les rentes doivent être revues périodiquement, les abus traqués.

- › **Le travail plutôt que la rente:** qui est en mesure de travailler doit pouvoir le faire. Pour cela, il faut développer des critères stricts pour l'octroi des rentes AI et promouvoir l'engagement de personnes handicapées au sein des entreprises.
- › **Le travail avant l'aide sociale:** l'aide sociale est, dans certains cas, plus lucrative que le travail à cause des effets de seuil. Ce cercle vicieux doit être brisé. L'aide sociale doit être imposable comme le salaire.

Mettre fin à une bureaucratie absurde.

Le PLR. Les Libéraux-Radicaux a construit notre Etat - la gauche notamment s'est appliquée à le déformer. Au XIXe siècle le PLR s'est battu pour les droits individuels et les libertés fondamentales. Depuis 50 ans la gauche s'applique à les torpiller, que ce soit la liberté du commerce et de l'industrie ou les droits de propriété. Il faut changer de cap, introduire un débat de fond sur ces libertés qui sont menacées dans de nombreux domaines par un absurde fatras législatif.

Le PLR veut mener ce débat. C'est pourquoi nous avons lancé une initiative populaire fédérale. Elle accorde au citoyen un droit direct et fondamental à une législation simple, compréhensible et à une procédure rapide et non bureaucratique. C'est un droit fondamental du citoyen contre la tendance régulatrice. Il force les élus à éviter de régler chaque problème par une nouvelle voie législative. La course d'obstacles bureaucratiques pour obtenir le permis de conduire, par exemple, démontre les excès réglementaires que tous doivent subir pour payer les fautes de quelques-uns.

L'hypertrophie réglementaire alourdit l'Etat et réduit la responsabilité et l'espace de liberté du citoyen. L'Etat doit fixer des priorités qui doivent être approuvées par le citoyen, non pas par l'administration. De meilleures prestations pour le citoyen plutôt qu'une extension du pouvoir de l'Etat. Les impôts doivent être simplifiés et réduits. La Confédération, les cantons et les

PLR
Les Libéraux-Radicaux

**Stop à la bureaucratie
absurde –
par amour de la Suisse.**

www.plr.ch

communes doivent limiter leurs activités ; l'administration et les tribunaux doivent raccourcir les procédures. Concentré sur ses tâches prioritaires, l'Etat doit les assumer avec efficacité et détermination. Le PLR veut un Etat au service du citoyen, par amour de la Suisse.

Les Libéraux-Radicaux veulent réduire la bureaucratie

Réduire et améliorer la réglementation.

- › **«Stop à la bureaucratie»:** avec à notre Initiative populaire nous demandons des lois simples et compréhensibles et leur application rapide et stricte par l'administration et les tribunaux. Lorsqu'ils légifèrent, le gouvernement et le parlement doivent tenir compte des intérêts des PME.
- › **Nous proposons un plan en 12 points pour réduire la bureaucratie:** des valeurs seuil plus élevées pour la comptabilité des PME, moins de questionnaires statistiques étatiques, une administration des salaires plus simple, un taux unique pour toutes les déductions sociales, un taux unifié de TVA et 30 jours de délai de paiement pour l'Etat ou 10% d'intérêt moratoire.

Le système fiscal le plus simple et le plus bas d'Europe:

- › **Une déclaration d'impôt tenant sur une feuille A4:** nous proposons une limitation à trois ou quatre des déductions, des tarifs fiscaux permettant une baisse significative du taux d'imposition, la suppression des exceptions applicables à certains groupes et un abaissement des taux pour tous (selon le modèle Easy Swiss Tax).
- › **La TVA la plus simple et la plus basse d'Europe:** le taux unique de 5,5% devient possible par la suppression des exceptions. La réduction de la bureaucratie permettrait un gain de croissance économique de quelque 1%.

Réduire les dettes pour les générations futures:

- › **Frein à l'endettement:** strict respect du frein à l'endettement, instrument qui a fait ses preuves.
- › **Budgets équilibrés:** l'augmentation des tâches étatiques ne peut pas excéder la croissance économique.
- › **Réduction des coûts:** renonciation à des tâches au sein de la Confédération pour un montant de 2,5 milliards de francs.

Par amour de la Suisse – avec courage et conviction.

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

La polémique et la peur font reculer la Suisse. À l'inverse, l'engagement et le sens des responsabilités assurent son avenir.

Pour un pays qui bouge, il faut du courage.

Pour de véritables solutions, il faut des convictions.

- › Entreprendre et créer des emplois.
- › Assainir des assurances sociales au bord du gouffre.
- › Mettre fin à une bureaucratie absurde.

Engagez-vous ! **Par amour de la Suisse.**